

*L'Adresse—M. Martin*

anglaise ne sera accessible désormais qu'à un petit groupe privilégié dont le nombre diminuera constamment dans les années à venir.

A l'heure où nous sommes, il faut d'une manière ou d'une autre sortir de l'adolescence en tant que pays. Il faut cesser de nous dire Canadiens ceci ou Canadiens cela. Un Canadien est un Canadien, un point, c'est tout. A mon avis, ce devrait être, à l'avenir, notre slogan. Certes, nous pouvons être des Canadiens dont la langue maternelle est une des deux langues officielles, l'anglais ou le français, ou nous pouvons être des Canadiens dont la langue maternelle est une des nombreuses langues non officielles. On entend fréquemment d'autres langues parlées un peu partout chez nous et bon nombre sont parlées dans ma propre localité et dans ma propre circonscription électorale. Ces langues sont parlées par des gens venus s'installer au Canada et désireux d'adopter notre pays et d'y vivre, mais leurs racines sont ailleurs dans le monde.

Si nous persistons à ne pas les comprendre suffisamment, nous ne pourrions pas assurer l'unité de notre grand pays. A mon avis, les problèmes qui se posent en ce moment au Québec auront tendance à se poser dans d'autres régions au cours des ans. Il nous faut nous y attaquer de façon positive. Il est inacceptable d'attendre qu'un autre gouvernement séparatiste soit élu ailleurs au Canada avant de décider de faire quelque chose. Nous devons assumer nos responsabilités pour assurer que nos enfants recevront une forme d'éducation leur permettant de mieux connaître les deux langues officielles et les deux principales cultures.

Sans une préparation suffisante à cet égard—et Dieu sait si elle a sérieusement manqué depuis un siècle—nous ne saurions accomplir aucun progrès pour ce qui est de combler ce que je tiens pour un fossé d'incompréhension. Tout rapprochement deviendra impossible et, sans ce rapprochement, je le répète, les perspectives d'avenir du Canada ne sauraient être ni longues ni brillantes. Nous parlons de conférences constitutionnelles, de rapatriement de la constitution, et de modifications de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique; ce sont probablement là des éléments importants, mais ce qu'il faut surtout, c'est favoriser au plus haut point la compréhension entre les Canadiens, élément pour lequel il n'existe pas de succédané. Ne l'oublions pas.

On parle beaucoup de l'unité et de la compréhension nationales. J'estime qu'en tant que députés, nous allons être appelés à participer de plus en plus à ce débat. Nous avons le devoir d'en parler dans nos circonscriptions respectives, d'encourager nos concitoyens à en parler, et de favoriser le va-et-vient entre les zones de tension et celles qu'ils habitent. Si nous représentons une région qui semble indifférente au problème, nous devons mettre cartes sur table et, en tant que Canadiens, rechercher les moyens d'en venir à une formule qui soit acceptable. Je suis sûr qu'en abordant le problème de façon intelligente et réfléchie, nous serons capables de trouver des solutions acceptables, sinon pour tous les Canadiens, du moins pour la majorité des habitants de chacune des régions de notre grand pays.

J'ai annoncé, au début de mon discours, que je comptais dire quelques mots de la situation énergétique. Je tiens à en parler aujourd'hui car il s'agit, à mon avis, d'une question extrêmement complexe. Beaucoup de Canadiens continuent à penser qu'ils sont très mal informés de ces questions. C'est pourquoi je

[M. Martin.]

tiens à consigner au compte rendu un certain nombre de faits que je trouve importants. En 1990, c'est-à-dire dans 13 ans, la demande mondiale d'énergie, exprimées en barils de pétrole, s'élèvera à environ 160 millions de barils par jour, par rapport à 85 millions de barils aujourd'hui, c'est-à-dire environ le double. Il en est sûrement de même pour le Canada et, pourtant, la consommation a moins augmenté qu'on ne l'avait prévu au début des années 1970. Ces prévisions sont fondées sur l'hypothèse que les programmes de conservation d'énergie vont être suivis de résultats concrets dans différentes parties du monde, particulièrement en Europe et en Amérique du Nord, où se trouvent les pays qui sont gros consommateurs d'énergie.

Nous ignorons quel prix aura atteint le pétrole en 1990. Une personne bien informée disait l'autre jour dans une conversation qu'il pourrait bien atteindre \$25 le baril. C'est sans doute là une estimation pessimiste. Nous devons par contre comprendre que chaque dollar consacré au pétrole importé ajoute à notre problème de balance de paiement. Le chef de l'opposition (M. Clark) a tenu à mon avis des propos quelque peu irresponsables hier en parlant de l'économie. Et ses propos l'étaient vraiment quand, au sujet de la situation énergétique, il a dit au début de son intervention: "Autrement dit, il n'est pas question d'importation nette de pétrole ou de tout autre carburant important". Je crois qu'il faisait allusion à un moment survenant avant l'année 1985. Cela peut constituer un objectif ultime. S'il s'agit effectivement d'un objectif ultime, je suppose qu'il pourrait être réalisable, mais il n'était certainement pas réaliste d'en parler pour les années 1985 ou 1990.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Ce n'est pas ce qu'il a dit.

**M. Martin:** Les Canadiens devront recourir à des importations de plus en plus considérables et payer une note de plus en plus élevée, et les analyses dont j'ai pris connaissance chez les experts les plus autorisés ne permettent pas de croire en un rapport énergétique significatif des ressources solaires, éoliennes, géo-thermales ou de la biosphère ou de quelque autre source d'énergie avant l'an 2000.

L'énergie nucléaire, et tous les problèmes qui l'accompagnent, s'en vient à grand pas, mais nous devons l'accepter comme une autre solution probablement inévitable. Il faut que davantage de Canadiens s'intéressent aux problèmes énergétiques. Il leur faut se pencher sur ces problèmes de la même façon, j'espère, qu'ils se pencheront davantage sur nos problèmes de compréhension mutuelle et sur nos problèmes économiques. La situation énergétique ne peut pas être considérée indépendamment de l'un ou de l'autre de ces problèmes. Elle se précise de plus en plus et les gens avertis de notre pays devront y accorder la même importance.

Je terminerai maintenant mes propos sur ces trois domaines. J'ai parlé de l'état de l'économie, de mes préoccupations à propos du manque de compréhension entre les diverses régions et collectivités du Canada et de la nécessité pour nous, au gouvernement fédéral, de nous attaquer directement à ces problèmes, c'est-à-dire d'appuyer davantage les provinces dans le domaine de l'éducation. Nous n'avons pas de compétences à proprement parler dans ce domaine, mais nous avons certainement des moyens de persuasion. Nous sommes, nous aussi, des représentants élus. J'ai parlé aussi de la situation au chapitre de l'énergie. Je demande incessamment au gouvernement et aux Canadiens de se sensibiliser à un problème qui prend de